

# Où est le pouvoir ?

Sous la direction de Jean Birnbaum

INÉDIT  
essais  
folio





COLLECTION  
FOLIO ESSAIS



Sous la direction de  
Jean Birnbaum

# Où est le pouvoir ?

Gallimard

Cet ouvrage reprend certaines contributions au 27<sup>e</sup> Forum Philo *Le Monde*/Le Mans, rencontres philosophiques organisées en novembre 2015 et avril 2016 par la Ville du Mans et le journal *Le Monde* sous la direction de Jean Birnbaum.

#### Crédits photographiques

1 : Peter Higginbotham Collection / Mary Evans Picture Library / Photononstop ; 2, 2 bis, et 7 : Bruno Latour ; 3 : Donna Day / Gettyimages ; 4 : Bojidar Yanev ; 5 : Everett Collection / Bridgeman Images ; 6 : WITT / SIPA PRESS / SIPA.

© Éditions Gallimard, 2016.

*Couverture : Illustration Sébastien Plassard / Costume 3 pièces.*

## LISTE DES CONTRIBUTEURS

ALBAN BENSA est anthropologue.

LUC BOLTANSKI est sociologue.

MONIQUE CANTO-SPERBER est philosophe.

DELPHINE DULONG est politologue.

MICHAËL FOESSEL est philosophe.

KARINE GRÉVAIN-LEMERCIER est juriste.

NATHALIE HEINICH est sociologue.

BRUNO LATOUR est sociologue et philosophe.

JEAN-CLAUDE MONOD est philosophe.

MATHIEU POTTE-BONNEVILLE est philosophe.

MYRIAM REVAULT D'ALLONNES est philosophe.

ÉMILIE DE TURCKHEIM est écrivaine.

ALICE ZENITER est écrivaine.



## *Présentation*

### LE POUVOIR, CE « LIEU VIDE »

L'an dernier, en conclusion du 26<sup>e</sup> Forum Philo *Le Monde/Le Mans* consacré à la promesse<sup>1</sup>, l'ancien ministre Vincent Peillon, qui enseigne désormais la philosophie à Neuchâtel, en Suisse, avait souligné un paradoxe. Les femmes et les hommes de pouvoir, avait-il ironisé, sont sans cesse le réceptacle d'une demande impossible : tout se passe comme si les citoyens exigeaient d'eux qu'ils fassent des promesses dont tout le monde sait parfaitement qu'elles ne pourront être tenues...

D'une certaine manière, le 27<sup>e</sup> Forum Philo aura prolongé ce paradoxe d'une exigence à la fois impérieuse et impossible en posant la question « Où est le pouvoir ? ». Dans nos démocraties contemporaines, en effet, le pouvoir passe souvent pour être introuvable, et les gouvernants se voient régulièrement soupçonnés de n'être que les pantins des « vrais » puissants, les marionnettes de forces situées en dehors de tout contrôle populaire. En même temps, chacun a plus ou moins

1. *Qui tient promesse ?*, Folio essais n° 611, 2015.

conscience que le propre de la démocratie, c'est de faire en sorte que le pouvoir soit partout et nulle part, qu'on ne puisse mettre la main dessus, qu'il n'appartienne à personne, et surtout pas à ceux qui l'exercent, bref qu'il soit ce que le regretté Claude Lefort (1924-2010) nommait un « lieu vide ».

Dans son remarquable recueil de textes intitulé *Essais sur le politique* (Éditions du Seuil, 1986), le philosophe écrivait : « La démocratie moderne est le seul régime à signifier l'écart du symbolique et du réel avec la notion d'un pouvoir dont nul, prince ou petit nombre, ne saurait s'emparer ; là où se profile un lieu vide, il n'y a pas de conjonction possible entre le pouvoir, la loi et le savoir [...] ; l'être du social se dérobe ou, à mieux dire, se donne dans la forme d'un questionnement interminable. »

Parce qu'il n'est jamais là où l'on croit, le pouvoir déçoit forcément. Mais pour demeurer démocratique, il lui faut échapper à tous... La démocratie est ce régime où le conflit est institutionnalisé, l'incertitude généralisée et le pouvoir désincarné. Or plus ce dernier répugne à prendre figure, plus il suscite et nourrit la méfiance. Ce soupçon avait déjà beaucoup occupé les débats tout au long de l'ouverture du Forum Philo, notamment avec Bruno Latour, Luc Boltanski et Nathalie Heinich, quand la manifestation fut interrompue par les attentats djihadistes. La première journée de ces rencontres, en effet, tombait un 13 novembre. Le soir même, elles étaient reportées à une date ultérieure, par décision préfectorale. À la télévision, le

visage défait du président de la République française exhibait sur chaque écran cette fragilité qui fait la force des démocraties.

Près de cinq mois plus tard, lorsque les travaux du Forum Philo reprirent enfin, les attentats étaient encore dans tous les esprits, et les divers intervenants abordaient frontalement le soupçon qui porte sur le pouvoir et ses lieux, qu'il s'agisse d'évoquer la prolifération des discours « complottistes » ou la tentation de la surveillance généralisée. Il faut dire que le « vide » essentiel à l'espace démocratique venait d'être violemment désigné, une fois de plus, par des tueurs aux yeux desquels le pouvoir ne saurait être ni indéterminé ni désincarné : pour eux comme pour tous ceux qui s'inscrivent dans une logique totalitaire, le pouvoir authentique est une domination qui ne laisse hors de prise aucun aspect de la vie sociale, un corps qui doit absorber la société tout entière<sup>1</sup>. Et c'est l'une des singularités de l'époque : régulièrement, une poignée d'hommes armés viennent défier des États qui passent pour puissants et rappeler leur « vide » fondamental. Jean-Claude Monod note dans sa contribution : « nous vivons actuellement quelque chose de troublant dans la nouvelle distribution du "pouvoir" de frapper tout à la fois les corps et les imaginations – par l'image de la mort violente. Sous le coup d'une nouvelle expérience de la terreur "terroriste", apparaît une certaine incertitude quant à la puissance du pouvoir éta-

1. Nous suivons encore ici les analyses classiques de Claude Lefort, *L'Invention démocratique*, Paris, Fayard, 1981.

tique dans ses moyens habituels d'action, y compris policière et militaire, et dans sa capacité à assurer l'opération "élémentaire" de protection, de sécurité qui a constitué une grande légitimation de l'État moderne. »

Ainsi, les attentats remettent doublement en évidence ce qui rattache la question du pouvoir à celle du corps. Non seulement parce que leurs auteurs sont animés par le fantasme d'un « corps » politique omniprésent et omnipotent, mais aussi parce qu'ils réactivent brutalement la vérité charnelle de tout pouvoir : « Les libertés politiques commencent et finissent par les corps. Les oppressions, en retour, ne manquent jamais de s'en prendre aux corps. Comprenons : à leur anatomie et à leur physiologie. Sous peine d'aveuglement béat, l'enquêteur, face à quelque système politique que ce soit, doit se poser les questions réelles : à quel moment apparaissent, au sein des institutions et des appareils, ces pratiques qu'on appelle les brutalités, les tortures et les exécutions ? Où se situent ces spécialistes qu'on appelle les bourreaux ? Sous quels masques les a-t-on dissimulés ? Prenant connaissance de quelque discours politique que ce soit, l'enquêteur loyal doit y traquer, au-delà des rhétoriques, la trace, fugitive ou patente, d'un mépris du corps », notait naguère le linguiste Jean-Claude Milner<sup>1</sup>.

Le pouvoir peut parfois être un lieu vide, mais ce n'est jamais une notion abstraite. En effet, il

1. Jean-Claude Milner, *Pour une politique des êtres parlants*, Lagrasse, Verdier, 2011.

pose d'emblée la question de la force et de la survie. Qu'on le dise puissant ou faible, légitime ou arbitraire, le pouvoir relève d'une technique corporelle. Ceux qui ignorent cette donnée, on les appelle idéalistes. Les autres, qui savent que toute politique engage les corps, peuvent prétendre au beau nom de matérialistes. Dans *La Question*<sup>1</sup>, Henri Alleg témoigne des tortures qui lui furent infligées par les soldats français durant la guerre d'Algérie. Il raconte la crainte qui était la sienne de devoir abdiquer toute volonté devant la violence de la « gégène » et de ses décharges électriques. À un moment, ses tortionnaires lui disent que s'il désire parler, il lui suffit de remuer les doigts. Bien décidé à n'en rien faire, le journaliste assiste toutefois, en spectateur épouvanté, à sa propre reddition : « Malgré moi, tous les muscles de mon corps se bandaient inutilement pour m'arracher à l'étouffement. Malgré moi, les doigts de mes mains s'agitèrent follement. » Ce qui se joue, dans cette scène, ce n'est pas seulement l'horreur de la « sale guerre ». C'est aussi l'ambivalence du corps en tant qu'il menace sans cesse de nous trahir. Par son entremise, autrui peut chercher à me donner du plaisir, mais également à me briser comme conscience subjective, comme sujet libre.

Cette conception du pouvoir comme corps-à-corps, ou plutôt comme pouvoir de vie et de mort, on la retrouvera, dans ce volume, sous diverses plumes, notamment sous celle de Mathieu Potte-Bonneville, qui pense la question du rapport de

1. Henri Alleg, *La Question*, Paris, Éditions de Minuit, 1958.

force physique à travers la série *Game of Thrones*, mais aussi sous celle d'Émilie de Turckheim. Consacrée au « pouvoir de la littérature », sa contribution rend notamment hommage à l'écrivaine soviétique Evguénia Guinzbourg, qui passa des années dans les geôles staliniennes. Émilie de Turckheim raconte un moment clef de cette expérience, et son récit peut conclure cette présentation, tant il rend justice au corps nu, qui est à la fois le lieu et la cible de tout pouvoir : « Guinzbourg est emprisonnée dans le noir depuis six mois lorsqu'on la sort de sa cellule pour qu'elle assiste à sa parodie de procès. La sentence commence par ces mots : "Au nom de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques..." Puis Guinzbourg est accusée d'une liste de crimes qu'elle n'a évidemment pas commis. Vient la seconde où elle sait qu'elle va entendre qu'elle est condamnée à mort ; elle vacille. La sentence tombe, inespérée : dix années de prison à l'isolement complet. Cette peine, c'est la vie, c'est vivre. Guinzbourg écrit qu'à cet instant "son corps vivant palpite d'enthousiasme". »

JEAN BIRNBAUM

## *Introduction*

### OÙ EST LE POUVOIR ? ET QUAND ON L'A TROUVÉ, QUE PEUT-ON EN FAIRE ?

Je vais essayer de répondre à la question « Où est le pouvoir ? ». Comme toujours quand on est philosophe, on a tendance à modifier quelque peu le sujet. Il ne suffit pas de le trouver, ce pouvoir, encore faut-il apprendre à en faire quelque chose. C'est pourquoi je vais poser trois questions : comment enquêter pour trouver le pouvoir ? Comment se méfier du pouvoir dans tous les sens du terme « se méfier » ? Enfin, comment l'exercer après qu'on l'a trouvé ?

Permettez-moi de poser d'abord une première règle de déontologie de la recherche. Comment se donner les moyens de prouver la présence légitime ou illégitime du pouvoir pour éviter de faire naître le soupçon ? Chose étrange, la critique, qui jadis était difficile, est devenue de nos jours un automatisme, presque un réflexe : dès qu'une autorité quelconque énonce une certitude, immédiatement l'opinion publique, les réseaux sociaux, le bon sens en concluent que c'est forcément faux – ou du moins qu'il y a derrière quelque manipulation. Nous nous trouvons là devant un problème d'en-

quête : comme dans la BD *Lucky Luke*, la critique obéit dorénavant à la règle « on tire d'abord, on discute ensuite ». Pour pouvoir enquêter, il faut donc apprendre à ralentir en suspendant l'accusation de manipulation.

Deuxième règle : si l'on parle de pouvoir, si on le trace, le désigne, le montre, cela ne suffit pas. La dénonciation, comme l'a bien montré Luc Boltanski, serait, dans ce cas, vide de sens. La règle est donc la suivante : si l'on a révélé une source légitime de pouvoir, il faut aussi donner les moyens de l'exercer à ceux à qui on s'adresse ; si la source de pouvoir est illégitime, il faut alors s'efforcer de donner le moyen de contre-attaquer, de s'établir comme contre-pouvoir. En somme, il ne faut dénoncer le pouvoir que si cette dénonciation donne du pouvoir à nos interlocuteurs. Il est inutile de le dénoncer si c'est pour offrir une leçon d'impuissance.

Qu'il faille dans tous les cas se méfier du pouvoir, que l'on tente d'en découvrir les sources comme d'en réprimer les effets, je voudrais le montrer en cinq étapes.

#### SANS LE POUVOIR, LES CHOSES IRAIENT DROIT

La première étape va nous permettre d'apprendre à repérer l'exercice du pouvoir au fur et à mesure qu'il devient plus difficile à détecter. Commençons par un cas simple. Si vous lisez dans *Le Monde* un titre comme celui-ci : « Le laboratoire

Servier soupçonné d'avoir influencé un rapport du Sénat », vous n'aurez guère de peine à repérer qu'il se passe quelque chose d'anormal. Le journaliste vous a mâché le travail. Il est en effet anormal qu'un professeur de médecine ait apparemment modifié un rapport du Sénat enquêtant sur la douloureuse affaire du Mediator, ce médicament du laboratoire Servier qui fait aujourd'hui l'objet d'une série de procès retentissants. Nous nous trouvons là clairement devant une enquête interrompue ou modifiée par une intervention induite. Aucun problème : vous aurez raison de soupçonner qu'il s'agit là d'un exercice illégitime du pouvoir.

Le cas suivant est un peu plus délicat : « La contestation contre les antennes relais s'étend, à la ville comme à la campagne ». Cette fois-ci, l'article ne vous a pas mâché le travail. S'agit-il de compagnies de téléphone qui imposent sans discussion ou presque la prolifération de ces antennes ? Est-ce l'État qui est trop peu regardant sur la question de l'implantation ? Ceux qui se croient atteints d'une maladie imaginaire sont-ils excessifs dans leurs demandes ou, au contraire, est-il injuste de ne pas reconnaître qu'il s'agit d'une vraie maladie qui devrait donner droit à compensation ? On se trouve là en pleine controverse. Il y a une incertitude sur le scandale qui doit être dénoncé. Vous comprenez bien que dans ce cas-là, la dénonciation automatique ne mènerait nulle part. On doit continuer à enquêter soigneusement afin de désigner qui exerce le pouvoir illégitime et qui se bat pour s'y opposer.

Troisième exemple, encore plus incertain. Vous lisez dans *Le Monde* un article avec ce titre : « La politique de resserrement budgétaire repose sur un diagnostic erroné ». L'article affirme que tous les États d'Europe souffrent en ce moment de cette idée, que beaucoup d'économistes trouvent absurde, selon laquelle il faut opérer des réductions budgétaires au lieu d'investir massivement à un moment où l'argent coûte peu. C'est l'argument que Paul Krugman, prix Nobel d'économie, répète presque chaque jour au monde entier dans le *New York Times*, sans être entendu. Voilà donc un cas où il semble que le pouvoir soit exercé par des experts, à travers des réseaux opaques, puisqu'ils influencent ce qu'on appelle les « sphères du pouvoir », cette fois-ci au sens classique du mot : la classe politique. Les idées économiques, dit l'article, ont donc une influence indue sur la vie publique et nous obligent à nous serrer la ceinture au nom d'une doctrine dont l'origine semble mal assurée. Qui a le pouvoir dans ce cas ? est-ce la doctrine économique ? les économistes ? ceux qui écoutent trop les économistes ? On voit que la détection du pouvoir commence à devenir plus difficile.

Dans ces trois exemples, le principe d'analyse est le même : il existe une voie droite qui a été détournée. On devrait avoir un rapport du Sénat honnête. On ne l'a pas. On devrait avoir un avis clair sur le danger des antennes relais. On ne l'a pas. On devrait avoir une politique économique crédible. On ne l'a pas. Le pouvoir est donc dans ces trois cas repéré par le *décalage* entre le chemin

rectiligne et la dérive, le détournement qui a été opéré. C'est cette distance qui justifie la dénonciation. Mais, vous l'aurez compris, cela suppose évidemment qu'il y ait une voie droite, un état normal, direct, disons rationnel, que le pouvoir est venu déformer. Dans cette vision des choses, le pouvoir est toujours irrationnel. Il ne devrait pas s'exercer. Le dénonciateur, au fond, rêve d'un monde délivré du pouvoir.

#### À LA RECHERCHE DU POUVOIR INVISIBLE

La deuxième étape est moins facile : d'où vient, en effet, le chemin rectiligne ? parle-t-on encore de pouvoir dans ce cas-là ? si oui, comment procéder à l'enquête ? Pour aller droit aussi, il faut bien qu'un pouvoir s'exerce. Mais il est alors en quelque sorte latent et n'a plus le même sens que dans la section précédente. C'est là le thème bien connu de la « naturalisation » des conduites. On ne voit plus le pouvoir, mais il a été exercé autrefois, simplement on en a perdu la trace. C'est évidemment à Michel Foucault qu'il convient de recourir ici.

Voilà par exemple une architecture de prison, une architecture tout à fait particulière puisque, depuis la cabine du milieu, le surveillant peut regarder directement à l'intérieur de toutes les cellules qui l'entourent. Vous n'auriez peut-être pas l'idée de considérer ce dispositif comme la



Figure 1.

preuve d'un exercice illégitime du pouvoir. Cela vous apparaîtra au contraire comme une forme normale d'organisation de la prison. Et vous aurez raison. Avant les travaux des historiens, c'était en effet un exercice légitime : les architectes ont été payés normalement, l'État est régulièrement intervenu. Et pourtant, comme le montre très bien Michel Foucault dans un livre célèbre, *Surveiller et punir*, c'est une façon pour l'État, pour le gouvernement, d'exercer sur les prisonniers un pouvoir total. Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle – je ne reprends pas tout l'argument de Foucault –, l'architecture pénale est devenue la façon normale dont un pouvoir, extrêmement violent, s'exerce calmement, lentement, d'une façon régulière, quotidienne. Ce que Foucault appelle la *gouvernementalité*, c'est une forme de pouvoir que l'on ne peut plus dénoncer parce qu'il définit la norme, la raison, le savoir, bref la voie droite. Le pouvoir a été naturalisé, il s'exerce